

« En face de nous, c'est la droite cléricale »

Elikia M'Bokolo est historien, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris et à l'Université de Kinshasa. Il explique les raisons de son ralliement à Kabila.

Elikia M'Bokolo

Historien de renom, Elikia M'Bokolo, né à Léopoldville en 1942, a quitté son pays avec sa famille lors de la mort de Lumumba. Il a longtemps enseigné à Paris, travaillant tant sur la période coloniale que sur l'histoire générale de l'Afrique, les processus de résistance, les diverses diasporas. Il est le producteur de l'émission « Mémoire d'un continent » diffusée par Radio France internationale, une œuvre radiophonique qui a confirmé sa renommée et fait de lui un personnage de premier plan dans son pays.

ENTRETIEN

Invité de marque au festival du film de Douarnenez, consacré cette année aux deux Congo, Kinshasa et Brazzaville, l'historien Elikia M'Bokolo a été longuement interrogé sur le fait qu'en juillet dernier, il avait accepté de rallier le Front commun pour le Congo, cette vaste plateforme constituée autour de la majorité présidentielle.

« Durant l'été, alors que tout le monde pensait que le président Kabila – dont le mandat a expiré en décembre 2016, NDLR – poserait à nouveau sa candidature, j'avais reçu des informations crédibles assurant le contraire. Pour moi, du côté de Kabila et son entourage, il y aurait un large regroupement et un processus transparent de sélection de candidats à la présidence alors qu'en face, nous nous trouvions confrontés à des "chevaux de retour" et des candidats autoproclamés, comme Félix Tshisekedi, Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, avec des partis inexistantes ou profondément fissurés par les récents développements de la vie politique. Face à de tels candidats, on en était réduits aux applaudissements. Ayant longtemps cru que le président Kabila allait se présenter, l'opposition ne s'est pas préparée à une autre hypothèse. En attendant la dernière minute pour afficher ses intentions, le président a pris tout le monde de court : il était trop tard pour opposer d'autres candidatures, préparer d'autres stratégies, élaborer des programmes autres que des slogans creux, réunir les moyens financiers nécessaires à la campagne. Si, malgré tout, le président s'était présenté, j'aurais considéré, tout

simplement, que le contrat était rompu ! »

L'opposition congolaise avait-elle prévu un autre schéma que celui des élections du 23 décembre 2018 ?

Si Kabila avait choisi de se représenter, l'opposition aurait pu négocier soit une sortie en douceur du chef de l'Etat, soit exiger d'être associée au pouvoir ou alors générer une insurrection populaire qui aurait obligé le président à quitter la scène... Je ne crois pas qu'il existait un scénario de mouvement populaire, voire de situation insurrectionnelle menant à une « transition sans Kabila », cela aurait été trop risqué. Car lorsqu'un mouvement populaire l'emporte sur le pouvoir en place, nul ne peut être sûr que le peuple insurgé va suivre aveuglément...

Soutenir l'opposition appuyée par l'Eglise catholique, cela ne m'a pas paru une bonne chose. Le regroupement de l'opposition a oublié que la RDC est un Etat laïque, multiconfessionnel. Il y a au Congo des musulmans, des protestants, des membres des églises de réveil, des pentecôtistes, des kimbanguistes, des disciples de la prophétesse Kimpa Vita et autres, qui n'ont pas fait le même choix que l'Eglise catholique. Toutes ces religions sont capables de mobiliser très largement. La Cenco – Conférence épiscopale du Congo, NDLR – a joué un jeu très dangereux et voué à l'échec en essayant de faire apparaître la religion catholique comme celle de tous les Congolais, ce qui n'est pas le cas. Un

jour viendra où l'on posera la question de la discrimination qui joue en faveur de l'Eglise catholique qui, aujourd'hui, continue de bénéficier du Concordat de 1908, toujours en vigueur.

Voulez-vous dire que, depuis plus d'un siècle, l'Eglise catholique disposerait d'avantages particuliers par rapport aux autres cultes ?

C'est exactement cela : le Vatican dispose d'une ambassade au Congo, l'Eglise catholique reçoit de l'argent de

l'Etat congolais, elle est subventionnée... Depuis l'ère coloniale, elle représente ce que j'appellerais un « appareil idéologique d'Etat » : en échange de cette subvention, l'Eglise doit encadrer la population, prendre en charge l'éducation, mais aussi informer le pouvoir. Les écoles gérées par l'Eglise catholique et quelques églises protestantes sont subventionnées par l'Etat, au contraire des écoles fondées par d'autres dénominations religieuses ou par des laïcs. Les petites églises s'inquiètent, non sans raison, de cette différence de traitement...

Pourquoi la Cenco s'est-elle lancée dans cette épreuve de force avec le pouvoir ?

Depuis le sommet de la Cité de l'Union africaine, auquel j'ai participé en 2016, des rumeurs circulaient suivant lesquelles, en cas de blocage, M^{re} Monsengwo, cardinal de Kinshasa, pourrait faire fonction de président de la République par intérim. Ce qui serait absolument inadmissible. L'Eglise a

commencé à mobiliser sans réellement le dire... Ayant le sentiment d'être discriminés par rapport à l'Eglise catholique, les protestants, les kimbanquistes, les musulmans et d'autres dénominations chrétiennes ou laïques ont accepté de rejoindre le Front commun, ce qui pouvait mener à une situation extrêmement dangereuse... Les laïcs catholiques, accrochés à la Cenco, étaient persuadés que si Kabila se représentait, il y aurait du désordre puis une nouvelle transition de deux à trois ans dont ils seraient les principaux et heureux bénéficiaires.

Avez-vous rencontré le président Kabila avant de signer et de rejoindre le Front commun ?

Nous formions un groupe indépendant de la société civile, composé de six personnes, et nous avons été reçus ensemble, durant trois heures, après la formation du FCC. Le président nous a expliqué qu'il avait lui-même établi une liste de onze critères auxquels devrait répondre le futur candidat à sa succession. Ces critères comprenaient une moralité au-dessus de tout soupçon, un attachement à la cause du Congo plutôt qu'à ses intérêts propres, une foi inébranlable dans la renaissance du pays : c'étaient des critères d'ouverture, de tolérance et d'optimisme raisonné car je crois que le président s'est préparé à élargir sa majorité. Dès lors que les portes de la Cenco se ferment, il va y avoir une redistribution des cartes. Loin de s'enfermer dans le secret de sa seule conscience, le président a défini lui-même le profil de notre meilleur candidat sur la base d'abord de 8 puis de 11 critères : c'est une manière de procéder unique dans l'histoire politique du Congo. Une méthode qui n'a rien à voir avec la foule disparate des « candidats autoprouvés »...

Chaque membre du Front commun ou chaque groupe devait présenter lui-même une liste de quatre candidats potentiels, deux hommes et deux femmes. Certains des noms cités

comme des favoris n'ont pas été retenus à cause de ces critères cités plus haut. La présentation de la personne choisie a été retardée jusqu'au dernier moment afin de prendre tout le monde de court face à la décision du « garant moral ». C'est une figure que l'on n'attendait pas qui a été retenue et l'élu, Emmanuel Shadary, est pratiquement tombé à la renverse ! Ce choix va modifier beaucoup de certitudes et d'équilibres considérés comme acquis ! En prévision des législatives, on constate l'apparition de beaucoup de nouveaux candidats, des jeunes, des animateurs de la société civile, des femmes. On était fatigués des caciques installés dans les réseaux du pouvoir depuis trop longtemps et qui, à l'évidence, n'ont pas fait une parcelle du boulot que l'on attendait d'eux... On n'est pas mécontent du fait qu'Emmanuel Shadary ne fasse pas partie du quatuor de tête qui était généralement cité (dont Aubin Minaku, président de l'Assemblée nationale et l'ancien Premier ministre Mutata Mponyo) : on est satisfait aussi du fait que les éternels

« donneurs de leçons » n'aient rien eu à dire. Il y a eu trop de pressions, venant de la Monusco, des Belges, des ONG et tutti quanti... Au Congo, on en a marre de tous ces conseils non sollicités, de ce harcèlement... On finit par éprouver le sentiment d'être constamment fautive, mais par rapport à quelle norme ? De quoi se mêlent, par exemple, les Belges ? Sans remonter à toutes les fautes liées à la colonisation du Congo, ils ont tout de même assassiné Lumumba, et ce crime continue de peser sur le devenir du Congo. Je crois que les Belges se trouvent aujourd'hui face à un scénario qu'ils n'avaient pas prévu...

Que répondez-vous à ceux qui pensent que vous avez fait une erreur en ralliant le Front commun ?

Mais qui ose parler d'« erreur » en politique, qui, en dehors de moi, serait autorisé à fixer des normes auxquelles je devrais me soumettre et au nom de quoi ? Pour moi, la situation est on ne peut plus claire et on ne peut plus simple : en face de nous se dresse une coalition disparate, dominée par la droite et, plus précisément, par la droite cléricale. Toute la gauche de l'Eglise catholique, comme le groupe Amos, qui soutenait la théologie de la Libération, a été mise à l'écart. L'Eglise reçoit des subsides pour l'enseignement, mais cela ne l'empêche pas de faire payer les élèves... Et qu'en est-il du contrôle des naissances, de la prévention du sida, de l'autorisation de l'avortement dans des cas extrêmes ? Dans les quartiers populaires, on rencontre des gamines de 14 ans qui ont déjà un voire deux enfants, parfois avec le VIH en prime parce que l'on interdit aux maîtres de parler de la sexualité dans les écoles. Et l'Eglise reste muette...

S'il devait y avoir un coup d'Etat, le Congo ne lui survivrait pas, il éclaterait en lambeaux : chacun de nos peuples irait de son côté, créant ici une « républiquette », là-bas une mini-royauté, une apparence de chefferie, et aucune ne résisterait aux rapaces qui rôdent autour de la RDC. ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

DANS NOS ÉDITIONS DE LUNDI

Entretien avec Bienvenu Matumo, activiste du mouvement citoyen Lucha - Lutte pour le changement.